

La Chine démolit le plus grand centre bouddhiste du Tibet, l'institut de Larung Gar



Les travaux de démolition dans le grand centre religieux de Larung Gar à Sêrtar, dans la province du Sichuan (Kham, est du Tibet), ont débuté. Des images ont été diffusées sur les médias sociaux en Chine et des internautes ont exprimé leur préoccupation et leur désarroi.

La destruction des habitations de moines et de nonnes a commencé le mois dernier dans le grand centre bouddhiste de Larung Gar dans l'est du Tibet. Il s'agit de l'une des institutions monastiques les plus importantes du monde, avec une population de milliers de pratiquants chinois et tibétains.

La démolition a été ordonnée par le gouvernement du comté, qui n'a nullement précisé si les autorités religieuses de Larung Gar étaient intervenues dans le processus décisionnel. L'arrêté stipule que toutes les habitations seront démolies, à l'exception des logements de 5000 religieux et laïcs. Il précise par ailleurs que « d'ici le 30 septembre 2017, le nombre de résidents du campement doit être limité à 5000 personnes » (traduit en anglais par Human Rights

Watch). Environ 1400 maisons ont été marquées d'une croix en juillet : des logements de nonnes et des foyers pour personnes âgées font partie des premières habitations à être détruites.

Les autorités locales ont nié la destruction de l'institut et ont décrit les démolitions comme un « aménagement » faisant partie d'un processus d'« urbanisation accélérée », dans le but de créer « un environnement magnifique, paisible,

DANS CETTE ÉDITION :

1. La Chine démolit le plus grand centre bouddhiste du Tibet, l'institut de Larung Gar
2. L'UE et la Chine organisent leur 18^{ème} sommet à Pékin
3. 81^{ème} anniversaire du Dalai Lama : Hommages discrets au Tibet, festivités interrompues au Népal
4. Le « Consensus de Lhassa » de 2016 incite des délégués étrangers à soutenir la propagande de Pékin sur le Tibet
5. Le point sur les prisonniers politiques
6. Suggestion de lecture
7. Événements à venir
8. Une caricature de Fifi

sécurisé et plus ordonné ». Les autorités de la préfecture de Garzê ont intensifié les efforts visant à attirer des investissements et à développer le tourisme. Elles ont invité plusieurs délégations étrangères ces derniers mois dans le cadre de visites de propagande dans la région. Des visites officielles de diplomates allemands, britanniques, canadiens et d'autres pays se sont déroulées le mois dernier, dont des visites d'un monastère bouddhiste tibétain très connu.

> Suite page 2

> Suite de la page 1



Alors que les travaux de démolition commençaient, les lamas tibétains responsables de l'institut, suivis par de nombreux adeptes en Chine, ont lancé un appel au calme aux religieux du centre. Ils ont conseillé aux moines et aux nonnes de poursuivre leurs études et ont insisté sur l'importance de se

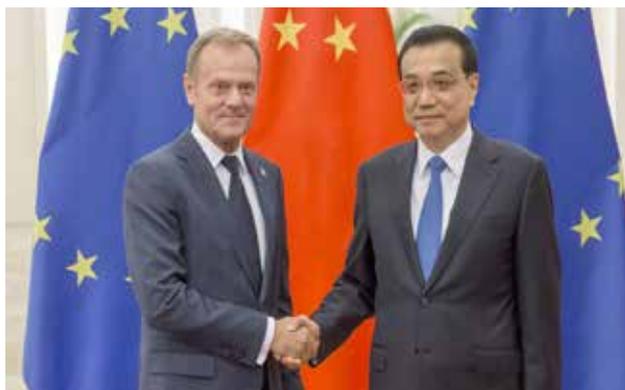
concentrer sur les enseignements bouddhistes, et non sur la destruction de biens matériels. Malgré cet appel au calme, d'après Radio Free Asia, une nonne bouddhiste tibétaine prénommée Rinzin Dolma [s'est pendue le 20 juillet](#), laissant derrière elle une lettre dans laquelle elle déclare « ne plus supporter la douleur causée par le harcèlement sans fin des autorités chinoises à l'égard des bouddhistes innocents qui étudiaient paisiblement à l'institut ».

L'institut de Larung Gar, situé dans le comté de Sêrtar (Seda, en chinois), dans la préfecture autonome tibétaine de Garzê (Ganzi, en chinois), de la province du Sichuan (la région tibétaine du Kham), est devenu de plus en plus important au Tibet et en Chine ces dernières années. Il s'agit d'un centre vital d'étude, de pratique

et de promotion des enseignements bouddhistes. L'accès à ces enseignements s'est révélé difficile, voire inexistant, dans les monastères et les couvents ordinaires, en raison des restrictions mises en place par le gouvernement chinois. Matteo Mecacci, président de la Campagne Internationale pour le Tibet, a déclaré : « Ces démolitions font partie d'un ensemble de mesures mises en œuvre par le gouvernement chinois, qui restreignent fortement la liberté religieuse des bouddhistes tibétains. Il s'agit d'une approche régressive et dangereuse dont l'objectif est de gérer et de contrôler le bouddhisme tibétain. Ce type d'approche envoie un message effrayant au monde extérieur sur les pressions que subissent les personnes désirant pratiquer leur religion paisiblement en République Populaire de Chine. » ■

L'UE et la Chine organisent leur 18^{ème} sommet à Pékin

Le 18^{ème} sommet bilatéral entre l'Union Européenne et la Chine a eu lieu à Pékin les 12 et 13 juillet.



Donald Tusk, President of the European Council and Li Keqiang, Prime Minister of China at the 18th EU-China Summit in Beijing on 12 July 2016.

Ce sommet a été accueilli par le Premier ministre Li Keqiang, qui incarnait la République populaire de Chine, tandis que le président du Conseil européen, Donald Tusk, et le président de la Commission Européenne, Jean-Claude

Malmström, ont également pris part à cette assemblée. Les dirigeants de l'UE se sont en outre entretenus avec le président chinois Xi Jinping.

Les discussions ont notamment porté sur l'investissement, le changement

climatique, la crise mondiale des réfugiés, la capacité de l'industrie sidérurgique et le débat sur le statut d'économie de marché pour la Chine. Les dirigeants ont également convenu de poursuivre le dialogue sur les droits de l'Homme entre l'UE et la Chine plus tard cette année à Bruxelles, et ont signé une feuille de route sur l'énergie.

En marge du sommet, la CIT, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Human Rights in China (HRIC) et Amnesty International (AI) ont envoyé une lettre au président du Conseil européen, Donald Tusk, lui demandant de veiller à ce que les droits de l'Homme restent au centre des discussions UE-Chine. La lettre conjointe des ONG appelle l'Union Européenne à

> Suite en page 3

> Suite de la page 2

condamner publiquement et sans ambiguïté l'environnement de plus en plus répressif et la dégradation de la situation des droits de l'Homme en Chine. Les ONG ont également demandé que des mesures concrètes soient prises pour que la Chine respecte l'État de droit et le droit international en matière de droits de l'Homme. Dans leur lettre, les ONG ont en outre exprimé leurs préoccupations concernant la tendance à la sécuritisation globale dans les lois et les politiques chinoises, en particulier la nouvelle loi contre le terrorisme dont la formulation est assez vague et qui relie le « terrorisme » à un « extrémisme » religieux imprécis. Cette loi permet d'entamer des poursuites pénales à l'encontre des musulmans ouïghours et des bouddhistes tibétains qui osent manifester leurs croyances religieuses ou culturelles, ce qui constitue une violation flagrante du droit international en matière de droits de l'Homme.

À l'issue de ce sommet, le Conseil de l'Union Européenne a adopté le 18 juillet la [Stratégie de l'UE à l'égard de la Chine](#). Complétant la communication conjointe soumise au Parlement européen et au Conseil, intitulée « [Éléments pour une nouvelle stratégie de l'UE à l'égard de la Chine](#) », adoptée par la Commission Européenne le 22 juin, elle définit les relations de l'Union Européenne avec la Chine pour les cinq prochaines années. Ces deux documents identifient les opportunités majeures pour ces relations, en particulier dans le but de créer des emplois et d'alimenter la croissance en Europe, ainsi que de permettre une plus grande ouverture du marché chinois aux entreprises européennes. Ils soulignent en outre les possibilités visant à renforcer la coopération et les partenariats entre l'UE et la Chine dans les domaines de la politique étrangère et de sécurité. Conformément à cette nouvelle stratégie, « la protection des droits de l'Homme restera un élément

central de la relation entre l'UE et la Chine. L'UE estime qu'il est essentiel de traiter les êtres humains avec dignité et respect pour l'épanouissement et l'accomplissement des citoyens, et qu'il s'agit d'un élément indispensable à la stabilité et à la sécurité de la société chinoise, ainsi qu'à l'ordre mondial. (...) L'UE et ses États membres continueront de collaborer avec la Chine et sa population, afin de promouvoir les droits de l'Homme et d'encourager l'État de droit, la société civile, la responsabilité politique et la liberté d'expression, d'association et de religion. Pour ce faire, tous les outils diplomatiques, de sensibilisation et autres, tant au niveau bilatéral que multilatéral, doivent être mobilisés. L'UE doit aussi continuer d'exhorter la Chine à libérer les prisonniers politiques, à garantir des procès équitables et à honorer ses engagements internationaux concernant la protection des droits des personnes appartenant à des minorités, notamment au Tibet et dans le Xinjiang. » ■

81^{ème} anniversaire du Dalai Lama : Hommages discrets au Tibet, festivités interrompues au Népal

Partout au Tibet, des Tibétains ont célébré le 81^{ème} anniversaire du Dalai Lama le 6 juillet 2016 en faisant brûler de l'encens et en priant devant son portrait exposé dans des lieux de culte, tandis qu'à Katmandou, au Népal, une célébration pacifique de la communauté tibétaine s'est vu interrompre par les forces de l'ordre en tenue anti-émeute.



Un Tibétain arrêté par la police népalaise pendant les célébrations de l'anniversaire du Dalai Lama à Katmandou le 6 juillet 2016. (Photo : phayul.com)

Les forces de police népalaises sont arrivées en force aux célébrations de l'anniversaire du Dalai Lama organisées dans une école de Bodnath à Katmandou le 6 juillet, alors que les autorités népalaises avaient accordé une autorisation officielle pour cet événement. Les forces de police ont

demandé aux Tibétains de quitter les lieux sous peine d'être arrêtés. Elles ont mis 28 personnes en détention dans le poste de police le plus proche. Radio Free Asia a signalé que les forces de police avaient également retiré de grands portraits du Dalai Lama qui avaient été installés sur une scène dans la cour de l'école, et éparpillé des bannières, des fleurs et d'autres offrandes qui avaient été disposées sur le site. Un Tibétain présent lors de cet événement a déclaré : « C'était très difficile,

> Suite en page 4



> Suite de la page 3

certaines personnes ont même pleuré. Nous avons pu découvrir le vrai visage des autorités népalaises ; les diplomates de la communauté internationale qui étaient présents ont pu voir de très près le déroulement pacifique des célébrations de cet événement culturel et religieux important, et constater le résultat. » Les 28 personnes arrêtées ont été libérées dans le courant de la journée, après l'intervention de défenseurs des droits de l'Homme népalais. L'organisation népalaise Inhured (Institut international pour les droits de l'Homme, l'environnement et le développement) a publié un [communiqué de presse](#) condamnant les actions « inconstitutionnelles et contraires aux droits de l'Homme » de la police.

Dans le cadre des relations étroites qu'elles entretiennent avec les autorités chinoises, les forces de police népalaises

ont montré différents degrés de tolérance vis-à-vis des célébrations de l'anniversaire du Dalai Lama, un événement important et extrêmement symbolique pour les Tibétains. Alors que des célébrations paisibles avaient pu se dérouler l'année dernière, en 2011, plusieurs centaines de policiers anti-émeute népalais avaient été déployés dans différents quartiers de Katmandou, afin d'empêcher les Tibétains de célébrer l'anniversaire du Dalai-Lama. Ils avaient en outre confisqué des portraits du Dalai Lama ainsi qu'une banderole d'anniversaire accrochée à l'intérieur d'une cour murée au monastère Samten Ling dans la région de Bodnath à Katmandou. L'année précédente, en 2010, la police avait installé des postes de contrôle à différents endroits, afin d'arrêter les Tibétains qui se rendaient aux célébrations d'anniversaire.

Au Tibet, les célébrations de l'anniversaire

du Dalai Lama se sont déroulées de manière discrète : la vidéo d'une cérémonie de prière dans un monastère de Litang et des images de fumée d'encens dans le comté de Draggio ont par exemple été diffusées sur les médias sociaux. Il est probable que bien d'autres célébrations paisibles aient eu lieu à travers le Tibet, dans des foyers ou d'autres rassemblements, qui n'ont peut-être pas été diffusées sur les médias sociaux, afin d'éviter toute répercussion de la part des autorités. À l'occasion de l'anniversaire du Dalai Lama en 2013, deux moines tibétains avaient été tués d'une balle dans la tête et plusieurs autres avaient été grièvement blessés après que la police chinoise eut ouvert le feu sur une foule de personnes pacifiques qui célébraient l'événement à Nyitso, dans le comté de Tawu, dans l'est du Tibet ([voir l'édition 39 de la Tibet Brief \[septembre 2013\]](#)). ■

Le « Consensus de Lhassa » de 2016 incite des délégués étrangers à soutenir la propagande de Pékin sur le Tibet

Le soutien douteux de plusieurs membres de la communauté internationale à l'égard de la propagande chinoise sur le Tibet a récemment été mis en évidence dans les médias contrôlés par le Parti communiste chinois, alors que des institutions et des observateurs indépendants continuent de se voir refuser le libre accès au Tibet.

Les médias chinois contrôlés par l'État ont diffusé le « [Consensus de Lhassa](#) » à l'issue du « Forum sur le développement » organisé à Lhassa les 7 et 8 juillet 2016. Ce forum a souligné l'importance d'« aider le monde à mieux comprendre le Tibet », des termes politiques visant l'approbation de la propagande du Parti communiste chinois par la communauté internationale. Pas moins de 130 chercheurs, représentants et correspondants de plus de 30 pays ont assisté à cette conférence à Lhassa. Le vice-président d'Asia Society, l'économiste en chef de l'Environmental Defense Fund (Fonds pour la défense de l'environnement) aux États-Unis, un politicien allemand et un écrivain

français étaient notamment présents.

Le Consensus de Lhassa a été formulé avec davantage de prudence que le précédent « Consensus » publié après la première réunion d'un tel groupe en 2014, lorsque des signataires étrangers avaient essuyé de nombreuses critiques pour avoir appuyé une déclaration hostile à la « Clique du Dalai Lama ». Cette année, le « Consensus » s'est caché derrière une terminologie opaque pour s'attirer le soutien des délégués étrangers et les convaincre que les politiques d'aménagement du territoire de la Chine, qui ont des effets dévastateurs sur l'environnement fragile du Tibet, visent à conserver le plateau.

La vice-présidente des partenariats mondiaux d'Asia Society, Christine Davies, figurait parmi les délégués cités par l'agence de presse Xinhua comme soutenant les politiques environnementales de la Chine : « *Il nous a été signalé ou rappelé, grâce plusieurs visites et discussions très intéressantes cette semaine, que la Chine entend faire en sorte que la Région autonome du Tibet soit résolument incluse dans ses efforts d'aménagement ambitieux à l'échelle nationale. Les plans d'aménagement des infrastructures qui nous ont été présentés sont audacieux et de grande envergure.* » (Xinhua, 8 juillet 2016).

> Suite en page 5

> Suite de la page 4

La Campagne Internationale pour le Tibet (CIT) se dit préoccupée par l'intégrité d'un tel forum qui rassemblait différents participants étrangers à Lhassa, dont le politicien allemand Markus Rodolph du parti politique CDU. Son collègue, Michael Brand, législateur allemand à la tête du Comité des droits de l'Homme du Bundestag (Parlement allemand), s'est vu refuser l'accès à la Chine en mai dernier, après avoir dénoncé des violations des droits de l'Homme au Tibet (voir [l'édition 54 de la Tibet Brief \(juin 2016\)](#)).

« Dans le cas du Tibet, il est stupéfiant que des ressortissants étrangers représentant des institutions respectables soutiennent la propagande de Pékin, alors que des centaines de prisonniers politiques tibétains restent derrière les barreaux pour avoir exprimé leur opinion et que l'accès au Tibet continue d'être pratiquement interdit à tous les observateurs et institutions indépendants, tels que les rapporteurs de l'ONU et les grandes ONG internationales », a déclaré le président de la CIT, Matteo Mecacci. ■

Suggestion de lecture

Tibetan Democracy: Governance, Leadership and Conflict in Exile, de Trine Brox



Éditeur :

I.B.Tauris

Date de

publication :

30 mai 2016

Le point sur les prisonniers politiques

Khenpo Kartse



Khenpo Kartse sur une photo non datée prise après sa libération. (Photo extraite d'un média social)

Khenpo Kartse, le populaire et respecté professeur de religion dont la mise en détention en 2013 avait déclenché des manifestations pacifiques et une veillée de prière silencieuse (voir les éditions [41 \(janvier 2014\)](#), [44 \(juillet 2014\)](#) et [46 \(novembre 2014\)](#) de la Tibet Brief), a été libéré après deux ans et demi de prison.

Abbé du monastère de Gongya à Nangchen, dans la préfecture autonome tibétaine de Yulshul (Yushu), dans la province du Qinghai, **Khenpo Kartse** est bien connu pour son militantisme environnemental et son soutien en faveur de la protection de la langue et de la culture tibétaine. Il a été arrêté le 6 décembre 2013

dans la capitale de la province du Sichuan, Chengdu, puis transféré à Chamdo (Qamdo ou Chāngdū) où il a manifestement été condamné à huis clos. La santé de **Khenpo Kartse** en prison s'est révélée être une question préoccupante, dans la mesure où des problèmes médicaux décelés avant sa mise en détention n'étaient pas traités. Il était mal nourri et enfermé dans une cellule froide.

L'emprisonnement de **Khenpo Kartse** a suscité un intérêt considérable au sein de la communauté internationale, ainsi que des expressions de solidarité et des veillées courageuses de la part de Tibétains au Tibet. Des milliers de partisans de la CIT à travers le monde ont apposé leur nom sur des pétitions pour sa libération. Plusieurs gouvernements ont également abordé son cas dans le cadre de dialogues sur les droits de l'Homme avec la Chine.

Les détails relatifs aux circonstances ou à la date exacte de sa libération, ainsi qu'à son état de santé, ne sont pas connus, et il fera probablement l'objet d'une surveillance étroite de la part des autorités chinoises. ■

Comment gouverner quelque 130 000 personnes en exil ? Le Tibet et les difficultés de la diaspora tibétaine font partie intégrante d'un problème récurrent et fort controversé. Le processus de démocratisation du Dalai Lama pendant son séjour en Inde de 1959 à 2011, et l'élection subséquente de Lobsang Sangay en tant que Premier ministre en exil, a montré au peuple tibétain comment s'éloigner d'une structure sociétale vraisemblablement féodale et d'une gouvernance théocratique traditionnelle. Au cœur de ces aspirations démocratiques tibétaines se trouve la « lutte pour la liberté », pour laquelle les Tibétains rêvent d'une politique idéale incluant les Tibétains résidant au Tibet et ceux en exil, avec pour objectif ultime de retrouver un Tibet qui s'autogouverne. Certains se demandent toutefois si la lutte pour la démocratie aide ou entrave un Tibet libre et uni. Afin d'éclairer ce débat complexe, Trine Brox a mené de vastes recherches de terrain et étudié la manière dont la démocratie est considérée et pratiquée par les Tibétains en exil. Elle analyse la façon dont les Tibétains vivant en Inde imaginent, organisent et négocient une gouvernance moderne et démocratique, mais uniquement tibétaine. Il s'agit d'un livre important pour ceux qui s'intéressent au Tibet, aux diasporas et à la démocratie. ■

ÉVÉNEMENTS À VENIR

▶ 8-10 SEPTEMBRE 2016

7^{ème} Conférence Internationale des Groupes de Soutien au Tibet à Bruxelles, Belgique

▶ SEPTEMBRE 2016

Visite du Dalaï Lama en Europe (Bruxelles du 9 au 11 septembre, pour un dialogue: <http://www.powerandcare.org/> et une intervention publique *Talk*: <http://www.dalailama2016.be/> et Strasbourg du 17 au 18 septembre

▶ 13-30 SEPTEMBRE 2016

33^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme

▶ 16 SEPTEMBER 2016

Rassemblement de Solidarité pour le Tibet à l'ONU, à Genève (pour de plus amples informations, veuillez contacter: info@tibetoffice.ch)

▶ 16-19 OCTOBRE 2016

Conférence "Courage to Take Responsibility" (« Le courage de prendre ses responsabilités ») au FORUM 2000 à Prague, République Tchèque

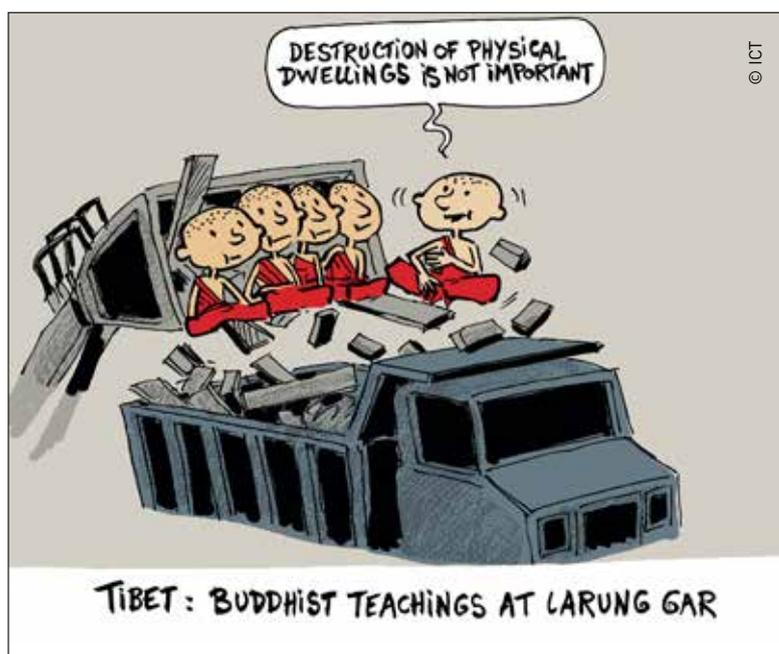
▶ NOVEMBRE 2016 (à confirmer)

5^{ème} Sommet 16+1 à Riga, Lettonie

▶ NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2016 (à confirmer)

35^{ème} dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme

Une caricature de Fifi



Une caricature de l'artiste belge Fifi (Philippe Sadzot).